



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 20/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA

ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE
78440 Porcheville

Références : Hélios n°62483
Code AIOT : 0006503465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA implanté ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE 78440 PORCHEVILLE. L'inspection a été annoncée le 09/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

ALPA est une installation classée pour la protection de l'environnement prioritaire pour l'inspection des installations classées francilienne. Le périmètre du site doit être inspecté a minima annuellement au titre des enjeux pour l'environnement ; l'installation a été inspectée pour la dernière fois le 14 novembre 2024. Par ailleurs, l'inspection vérifie le retour à la conformité des points de contrôle ayant fait l'objet de demandes d'actions lors des visites précédentes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA
- ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE 78440 PORCHEVILLE
- Code AIOT : 0006503465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'ALPA à Porcheville abrite une aciérie qui permet de couler de l'acier à partir de déchets d'acier à recycler. Les billettes qui sortent de l'aciérie encore rouges et à environ 600° sont amenées vers le laminier. Elles y sont modelées dans leur forme définitive de ronds à béton, prêts à être expédiés pour former la structure du béton armé dans les chantiers de construction.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Nuisances sonores
- Forage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative- Modification	Code de l'environnement du 23/04/2025, annexe I - article R511-9 Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 2.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Situation administrative- Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 24/10/2022, article R512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
4	Rejets eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, articles 10.2.6.4.1 et 18.2.4.3	Demande d'action corrective	6 mois
7	Conditions de rejets - installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 6.1.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 21.2.2	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 18.2.5.2	Sans objet
6	Forage / Contrôle des tubages et des cimentations	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 9.1.3	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 6.1.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu positivement à plusieurs demandes de l'inspection ce qui a permis un constat de conformité ou un retour à la conformité en matière de nuisances sonores, de surveillance des eaux souterraines et de ses rejets atmosphériques.

L'exploitant doit se positionner sur un éventuel classement au titre des gaz fluorés à effet de serre, et poursuivre les actions relatives au démantèlement d'une cuve souterraine de combustible. Il convient de poursuivre les actions en lien avec le suivi des rejets des eaux résiduaires, et des installations de traitement qui visent à réduire les polluants dans les rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Modification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/04/2025 - annexe I - article R511-9 -
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 4/11/2015, article 2.8.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification/ Porter à la connaissance (PAC)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R 511-9 - annexe I :</p> <p>Rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). (...)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg .</p> <p>Arrêté préfectoral du 04/11/2015, Article 2.8.1 :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'enquiert de la présence de climatiseurs sur le site et de la possibilité que la quantité de fluides fluorés présente sur site nécessite un classement au titre de la rubrique 1185.</p> <p>L'exploitant confirme la présence de climatiseurs de capacité unitaire supérieure à 2 kg.</p> <p>L'inspection demande que soit établie la liste des équipements avec les caractéristiques de chaque appareil, et le total de la quantité cumulée de fluide présents dans l'installation. Au-delà de 300 kg de fluide pour les climatiseurs de capacité unitaire supérieure à 2 kg, l'installation est classable au titre de la rubrique 1185.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit produire l'inventaire des climatiseurs de capacité supérieure à 2kg et vérifier son classement au titre de la rubrique 1185.</p> <p>Il doit, le cas échéant, déposer un porter-à-connaissance (PAC) au regard de la présence de climatiseurs pour une quantité cumulée supérieure à 300 kg de fluide.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/04/2025, article R512-39-11
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation partielle d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>SUITE INSPECTION DU 14/11/24 :</p> <p>Constat 2024 :</p> <p>En synthèse : Par courrier du 22 juillet 2024 l'exploitant avait transmis une étude, datée du 9 février 2024 et intitulée « Diagnostic environnemental - investigations complémentaires de la qualité des sols » autour de l'emprise de l'ancienne cuve à fioul, enterrée, démantelée, évacuée et remplacée par une cuve aérienne déposée sur une dalle de béton.</p> <p>Celle-ci prenait des valeurs de référence qui ne correspondaient pas aux valeurs de référence attendues pour les paramètres recherchés et concluait à l'absence d'anomalie. L'inspection avait demandé à l'exploitant de reprendre l'étude avec les valeurs de référence attendues.</p> <p>Constat 2025 :</p> <p>L'exploitant remet une version IV de l'étude, datée du 16 avril 2025, référencée KAID.23.291.R1.V4 intitulée « Diagnostic environnemental -investigation complémentaires de la qualité des sols » autour de l'emprise de l'ancienne cuve à fioul. Celle-ci précise en conclusion et préconisations que les échantillons des campagnes initiales et complémentaires ont fait l'objet d'analyse pour les hydrocarbures (HTC c10-c40), pour les naphtalènes (HAP le plus volatil) et BTEX et que les anomalies constatées sur ces polluants nécessitent « une solution de traitement des sols impactés, afin de réduire les risques environnementaux à long terme ».</p> <p>En séance, l'exploitant explique qu'il poursuit la démarche en mettant en œuvre une étude technico-économique pour faire excaver les terres polluées : par courrier du 17 avril 2025, l'exploitant confirme le lancement de cette consultation afin de traiter la zone impactée par le retrait de la cuve souterraine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une fois les opérations de remédiation menées à bien, l'exploitant doit transmettre les justificatifs de la mise en œuvre du traitement de la zone impactée par le retrait de la cuve.</p> <p>L'exploitant doit garder l'historique de ces éléments d'information pour prise en compte lors d'une cessation définitive de l'activité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 21.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation a des activités bruyantes notamment extérieures (broyeur, ventilateurs, etc) et ne doit pas générer au niveau des premières habitations une émergence supérieure à 3dB(A) par rapport au niveau de bruit ambiant existant pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Bruit Ambiant : Bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par les sources proches et éloignées (établissement en fonctionnement compris).

Les niveaux limites de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A , noté L_{AeqT} .

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Emplacements	Type de zone	Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété		
		Période de jour : de 7 h à 20 h	Période intermédiaire de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h Dimanche et jours fériés de nuit	Période nuit : 22h 000 à 06h00
En limite de propriété	Zone à prédominance d'activités commerciales et industrielles	70 dB (A)	60 dB (A)	60 dB (A)

Constats :

SUITE INSPECTION DU 14/11/24:

Constats 2024 :

En synthèse : l'étude des mesures de bruit n'avait pas été complétée par des mesures de bruit en l'absence d'activité de l'aciérie laminoir ALPA.

Constats 2025 :

L'exploitant remet en séance un « compte rendu de mesures des bruits dans l'environnement autour du site - production à l'arrêt » daté du 16 avril 2025 et référencées KAID.25.0243.R1.V1.

En conclusion, l'étude, en période d'arrêt de l'installation ALPA, précise que les niveaux sonores enregistrés en limite de propriété, en période nuit et en période jour sur les points de mesures déterminés sont systématiquement supérieurs aux niveaux de bruit prescrits par l'Arrêté Préfectoral du 4/11/15.

L'inspection considère que la prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.4.1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 18.2.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel – Contrôle par organisme tiers

Prescription contrôlée :

Article 10.2.6.4.1

La société ALPA est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires pluviales et industrielles issues des points de rejets n° 1 et 2, dans la Seine, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence des rejets vers le milieu récepteur : n° 1 (secteur laminoir) et n° 2 (secteur aciérie)

paramètre	Concentration maximale pour tous les points de rejet en mg/l (Échantillon moyen sur 24h)	Flux maximal	
		Rejet n°1	Rejet n°2
NESST	20	2,4 kg/j	6 kg/j
DBO ₅	30	2,1 kg/j	3,15 kg/j
DCO	125	15 kg/j	37,5 kg/j
Azote total	30	2,1 kg/j	3,15 kg/j
Phosphore totale	10	0,8 kg/j	1,2 kg/j
Chrome total	0,5	6,5 g/j	10 g/j
Hydrocarbures totaux	< 5	0,8 kg/j	1,2 kg/j
Etain et ses composés	2	26 g/j	39 g/j
Cuivre et ses composés	0,5	60g/j	150 g/j
Nickel et ses composés	< 0,5	6,5g/j	10 g/j
Zinc et ses composés	< 2	26 g/j	39 g/j
Plomb et ses composés	0,5	6,5g/j	10 g/j
Fer et ses composés	2	240g/j	600 g/j
Aluminium et ses composés	5	390g/j	585 g/j
Arsenic	0,05	0,65 g/j	0,65 g/j
Mercure	<0,1	/	1,3 g/j
Cadmium	<0,2	2,6 g/j	2,6 g/j

Les rejets n°1 et n°2 se rejoignant en sortie de site, le débit maximal en sortie de site est de 420 m3/jour par temps sec.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Article 18.2.4.3 :

Des analyses portant sur les paramètres visés ci-dessous sont réalisées tous les ans sur les points de rejets n° 1 et n° 2 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. (...)

Constats :

SUITE INSPECTION DU 14/11/24:

Constat 2024 :

L'exploitant avait remis les analyses des rejets dans les eaux en concentration, mais pas en flux.

Constat 2025

L'exploitant remet les résultats de l'autosurveillance de ses rejets industriels pour le mois de janvier 2025 pour l'aciérie et le laminoir, en flux et en concentration : il n'est constaté aucun dépassement.

L'exploitant est bien en mesure de transmettre des valeurs en concentration et en flux.

L'exploitant remet également un rapport d'essai de son prestataire, référencé n° DEI-2025-1583, qui rapporte les résultats d'analyse pour le laminoir et l'aciérie sur des prélèvements effectués les 13 et 14 janvier 2025.

Dans ce rapport, ne sont reprises que les valeurs en concentration et pas en flux. Le prélèvement a été fait par le client et non par son prestataire. Les valeurs de cette analyse en concentration sont pour la plupart reprises dans les résultats d'autosurveillance ci-dessus.

De plus, il n'y a pas de synthèse sur la conformité des résultats et le rapport ne précise pas quelles sont les valeurs de référence. Ces analyses sont incomplètes, à ce titre elles sont irrecevables.

Une partie des remarques ci-dessus ont déjà été formulées dans le rapport d'inspection du 14 novembre 2024, en ce qui concerne l'absence des résultats des analyses en flux.

Les remarques ci-dessus devront être prises en compte pour les prochaines analyses à faire réaliser par un tiers selon les normes en vigueur.

Celles-ci ne font pas l'objet d'une non-conformité dans le présent rapport, car le contrôle inopiné évoqué ci-dessous, peut se substituer à l'analyse annuelle à faire réaliser par un tiers par l'exploitant.

Ainsi, par mail du 23 avril 2025, l'inspection a reçu les résultats d'analyses du contrôle inopiné (CI) sur les rejets eaux 2025, qu'elle a initié pour l'année 2025 sur le site ALPA : le rapport date du 28 avril 2025 pour une intervention sur site effectuée les 9 et 10 avril 2025. Il est référencé : n° MS25-00610_ALPA.

Il révèle pour le laminoir un dépassement en azote global : flux à 2,22 kg/j pour une valeur limite d'émission à 2,1 kg/j ainsi qu'un débit à 171,7 m3/j pour une valeur maximale de 120m3/j.

Aucun dépassement n'est constaté sur les rejets émis par l'aciérie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit rechercher les causes des dépassements constatés pour le laminoir, lors du contrôle inopiné EAU 2025 et mettre en œuvre les actions nécessaires en vue du respect des valeurs limites d'émission (VLE) de références.

L'exploitant doit remettre à l'inspection les justificatifs de la remise en conformité de ses rejets eaux en flux et en concentration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 18.2.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance piézomètres

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions qui pourront être imposées en fonction des conclusions de l'étude hydrogéologique imposée à l'article 19.2.5,1 du présent arrêté, la surveillance des eaux souterraines est réalisée via trois piézomètres :

Piezomètre n°	emplacement
PZ 1	Amont hydraulique du site au Nord du Laminoir
PZ 2	Aval hydraulique du stockage de ferraille
PZ 3	Puits de forage

<p>(...) La fréquence des mesures est au minimum annuelle et les mesures portent sur les paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - DBO5 - azote total – Zinc - DCO - phosphore - plomb - pH - hydrocarbures totaux – fer – conductivité – arsenic - brome - chlorures – cadmium – aluminium – fluorures - mercure, - HCT - calcium – chrome – magnésium – étain - potassium – Cuivre - sodium – nickel.
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, par mail du 29 avril 2025, l'exploitant remet un tableau avec des valeurs d'autosurveillance de suivi piézométrique, pour des prélèvements réalisés le 14 avril 2025. L'exploitant annonce que les valeurs de référence sont issues du « guide méthodologique des sites potentiellement pollués », l'exploitant a par ailleurs reporté partiellement ses valeurs de référence dans le tableau remis.</p> <p>Par rapport aux valeurs de l'exploitant et à la comparaison avec les valeurs de référence proposées par le Service de Prévention du Risque de la DRIEAT, il semble qu'aucune anomalie ne soit répertoriée sur les résultats d'analyse transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Forage / Contrôle des tubages et des cimentations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 9.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des tubages et des cimentations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le forage fait l'objet d'un contrôle des tubages et des cimentations tous les 10 ans à compter de 2008. Un rapport commenté des contrôles est adressé à l'inspection des installations classées. Pendant toute la durée de l'exploitation de l'ouvrage, l'exploitant doit veiller au bon entretien de celui-ci et de ses abords. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant remet un courrier de son prestataire daté du 6 avril 2018 qui précise que le contrôle de la cimentation ne peut pas être réalisé pour cause d'empêchements techniques qui semblent développés et argumentés.</p> <p>L'exploitant remet également, un rapport sur une inspection vidéo du forage, référencé R_SANFOR180503A et daté du 3 mai 2018 pour une intervention du 3 mai 2017.</p> <p>L'inspection réalisée par caméra sous-marine est retranscrite par des arrêts sur images des éléments rencontrés, au fur et à mesure que la caméra descend dans le forage.</p> <p>Ces photos font l'objet de constats. Toutefois, le document ne présente aucune évaluation/qualification de ces constats, aucune synthèse des constats, pas de conclusions permettant de connaître l'état de l'équipement et pas d'actions proposées à l'exploitant en vue de remédier à des désordres potentiels et/ou de maintenir l'équipement en bon état.</p> <p>L'inspection recommande que lors du prochain contrôle qui doit intervenir avant le 2 mai 2027, l'exploitant veille à ce que son prestataire fournisse une évaluation de l'équipement et des recommandations éventuelles sur l'entretien en lien avec les constats qui seront faits.</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce qu'un « rapport commenté des contrôles » soit mis à disposition de l'inspection conformément au niveau d'exigence attendu et précisé dans l'article 9.1.3 de l'Arrêté Préfectoral du 4/11/15.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 7 : Conditions de rejets - Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 6.1.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement des rejets
Prescription contrôlée : (...) Caractéristiques des installations de traitement : (...)Pour installation du four de réchauffage des billettes du laminoir (conduit n°3), le débit maximum de rejet du gaz est de 50 000 Nm ³ /h, (...). (...) Les opérations de maintenance et d'entretien des installations de traitement des fumées sont reportées mensuellement sur un document dont une copie est transmise à l'inspection des Installations Classées, dans le cadre du bilan annuel prévu à l'article 18.4 du présent Arrêté.
Constats : 1) L'exploitant a transmis par courrier du 17/04/25, le bilan environnemental de son installation, pour l'année 2024. Celui-ci fait apparaître sur le contrôle inopiné de 2024, un dépassement sur le débit qui atteint 54 000 Nm ³ /h au lieu des 50 000 Nm ³ /h prescrits pour le four de réchauffage. En séance, l'exploitant réitère les justifications/actions données dans le bilan environnemental : Il explique qu'un dysfonctionnement a été identifié sur la vanne de régulation. Celle-ci a fait l'objet d'une réparation qui a consisté au remplacement de la membrane. Pour faire suite à cette intervention, l'exploitant devrait recevoir les conclusions d'une nouvelle analyse initiée mi-avril, dont les résultats devraient être connus d'ici 5 semaines. L'inspection est en attente de ce document. 2) L'exploitant remet une « extraction de données Via GMAO pour le site ALPA ». Celle-ci détaille la fréquence des 46 opérations de maintenance et d'entretien des installations de traitement des fumées. Fréquences : journalière, hebdomadaire, mensuelle, tous les 45 jours, trimestrielle ou annuelle. Par ailleurs, l'exploitant met à disposition plusieurs classeurs de suivi de ces opérations de maintenance qui regroupe les fiches individuelles d'intervention, produites pour chaque action de contrôle. Par échantillon, l'inspection contrôle la cohérence des fiches d'intervention qui précise la fréquence des opérations de maintenance avec la liste des fréquences de chaque opération identifiée, extraite de la GMAO. Maintenances à réaliser : - ABB/BOLDR : Préventif Hebdo Meca ABB BOLDROCCHI - fréquence « journalière » selon la liste et « hebdomadaire » selon la fiche d'intervention - Ventelle : préventif SR1 SR2 au-dessus du dog house - fréquence « mensuelle » selon la liste et « semestrielle » selon la fiche d'intervention - Quenching : prev. 3 mois MECA registres hottes et quenching en toiture : fréquence « mensuelle » selon la liste et « trimestrielle » selon la fiche d'intervention Selon l'exploitant, l'extraction a été réalisée avec des erreurs, ce qui explique les incohérences sur les fréquences des contrôles. L'inspection renouvellera cette vérification sur le suivi des opérations de maintenance des installations de traitement des fumées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter la valeur maximale du débit du four de réchauffage des billettes du laminoir et remettre à l'inspection les résultats d'analyse post travaux, sur la vanne de régulation

pour justifier du retour à la conformité du débit du four de réchauffage.

L'exploitant doit assurer le suivi des opérations de maintenance et d'entretien des installations de traitement des fumées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015 article 6.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques en flux et en concentration

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

– à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

- à une teneur en O₂ de 20 % pour les rejets du broyeur, des conduits ABB et BOLDROCCHI et de 11,5 % pour les rejets du laminoir.

Les VLE en concentrations s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement, stabilisée à l'exception des périodes de démarrage de secours, de ramonage de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont limitées autant que possible dans le temps.

Émissaires concernés	paramètres	Valeurs limites en concentration	Valeurs limites en Flux global
Broyeur	Poussières	< 20 mg/Nm ³	1,6 kg/h
	COV	20 mg/Nm ³	/
	Pb	1 mg/Nm ³	8 g/h
	Cd	0,05 mg/Nm ³	0,4 g/h
	Hg	0,05 mg/Nm ³	2 g/h
	Tl	0,05 mg/Nm ³	0,4 g/h
	Cd + Tl + Hg	0,1 mg/Nm ³	2,4 g/h
	As + Se + Te	1 mg/Nm ³	8 g/h
	Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5,0 mg/Nm ³	40 g/h

Émissaires concernés	paramètres	Valeurs limites en concentration	Valeurs limites en Flux global
Laminoir fonctionnant au gaz naturel (Sortie cheminée four poussant)	NO _x (exprimé en NO ₂)	200 mg/Nm ³	15 kg/h
	Poussières	10 mg/Nm ³	0,3 kg/h
	Cd	0,05 mg/Nm ³	2,5 g/h
	Hg	0,05 mg/Nm ³	2,5 g/h
	Tl	0,05 mg/Nm ³	2,5 g/h
	Cd+Hg+Tl	0,1	5 g/h
	As + Se + Te	1 mg/Nm ³	45 g/h
	Pb	0,15 mg/Nm ³	4,5 g/h
	Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5,0 mg/Nm ³	225 g/h

Émissions concernées	paramètres	Valeurs limites en concentration sur chacun des rejets	Valeurs limites en Flux global
Acierie (conduit n°1 et n°2) ABB et BOLDORICCHI	CO	1.000 mg/Nm ³	-
	NOx (exprimé en NO ₂)	100 mg/Nm ³	75 kg/h
	Dioxines	< 0,1 ng I-TEQ/ Nm ³	1 g/an
	Poussières	< 5 mg/Nm ³	6,5 kg/h et 50 g/t d'acier
	COV totaux	100 mg/Nm ³	10 kg/h
	Pb	0,15 mg/Nm ³	80 g/h
	Cd	0,05 mg/Nm ³	9 g/h
	Hg	< 0,05 mg/Nm ³	16 g/h
	Tl	0,05 mg/Nm ³	9 g/h
	Cd + Tl + Hg	0,08 mg/Nm ³	25g/h
	As + Se + Te	1 mg/Nm ³	40 g/h
	Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5,0 mg/Nm ³	400 g/h

Le flux en poussières pour le conduit n°1 est inférieur ou égal 4,5 kg/h.

Le flux en poussières pour le conduit n°2 est inférieur ou égal 2 kg/h.

L'efficacité globale moyenne de captage des poussières est supérieure à 98 %.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Sauf disposition contraire, dans le cas de l'autosurveillance en continu précisée à l'article 18.2.11.1 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées. L'exploitant informe, monsieur le préfet, dans les 48 heures suivant le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

Constats :

Par mail du 29 avril 2025, l'exploitant transmet quatre documents détaillant les résultats d'analyse de ses rejets atmosphériques :

- Résultats d'autosurveillance de juillet 2024 à février 2025 : le document détaille les résultats de l'autosurveillance journalière sur le point de rejet n° 1 Dépoussiéreur « ABB » et sur le rejet n° 2 du dépoussiéreur « Boldoricchi », incluant les jours d'arrêt pour maintenance.

Aucun dépassement n'est constaté.

- Rapport du prestataire de l'exploitant référencé n° RC 45702 du 8 avril 2024 sur le laminoir : Aucun dépassement n'est constaté.

- Rapport du prestataire de l'exploitant référencé n° RC 47300 du 2 décembre 2024 sur le rejet ABB/aciérie :

Aucun dépassement n'est constaté.

- Rapport du prestataire de l'exploitant référencé n° RC 47301-3 du 27 février 2025 sur le rejet Boldoricchi/aciérie :

Aucun dépassement n'est constaté.

Type de suites proposées : Sans suite